

Unité Inter-Départementale Anjou Maine
rue du Cul d'Anon
BP 80145
49124 Saint-Barthélemy-D'anjou

Saint-Barthélemy-D'anjou, le
27/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/04/2026

Contexte et constats

Publié sur 

PAPREC GRAND OUEST - Agence de Seiches-sur-le-Loir

5-7 rue des Piliers de la Chauvinière
44800 Saint-Herblain

Références : EC-2026-160-AUTO-PAPREC GRAND OUEST-Seiches-sur-le-Loir-RAP
Code AIOT : 0006302575

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/04/2026 dans l'établissement PAPREC GRAND OUEST - Agence de Seiches-sur-le-Loir implanté ZA La Blaisonnaire 49140 Seiches-sur-le-Loir. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'est déroulée suite à l'incendie survenu le vendredi 24 avril à 20h dont l'inspection a été informée aux alentours de 22h40. Cet incendie s'est produit sur des balles de papiers/cartons/plastiques entreposées sur la zone de stockage extérieure.

Selon les estimations de l'exploitant, une quantité de 2500t serait concernée.

Suite à l'intervention du SDIS le vendredi soir, la propagation aux autres bâtiments et à l'ensemble de la zone d'entreposage a pu être évitée. L'incendie était toujours en cours lors de la visite d'inspection.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PAPREC GRAND OUEST - Agence de Seiches-sur-le-Loir

- ZA La Blaisonnaire 49140 Seiches-sur-le-Loir
- Code AIOT : 0006302575
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société PAPREC GRAND OUEST exploite un site dont l'activité est le tri-transit, regroupement et traitement de déchets non dangereux et dangereux sur le site implanté Z.A de la Blaisonnaire 49 140 Seiches-sur-le-Loir.

Contexte de l'inspection :

- Accident

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Déchets
- Eau de surface
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Compte-tenu des constats de la visite et de la présence d'habitations à proximité du site (zone ouest et sud-ouest), de champs et autres enjeux pouvant être sensibles, il a été demandé à l'exploitant de missionner un bureau d'études pour réaliser des prélèvements dans l'air, l'eau (eaux d'extinction et de ruissellement) et sur les sols (dépôts) autour du site.

Les prélèvements ont débuté dès le samedi après-midi par EGIS appartenant au réseau RIPA.

Des mesures et la pose de 3 canisters ont été effectuées par le SDIS le vendredi soir et le samedi matin.

Un arrêté préfectoral de mesures d'urgence est proposé pour encadrer cette démarche.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Dispositif de confinement	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 14	Mise en demeure, respect de prescription, Mesures d'urgence, Mesures conservatoires	1 jour
2	Dispositif de confinement	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 11.II	Mise en demeure, respect de prescription, Mesures conservatoires, Mesures d'urgence	1 mois
3	Dispositif de confinement	Arrêté Préfectoral du 19/03/2026, article 07	Mesures conservatoires, Mesures d'urgence, Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
4	État des stocks	Arrêté Préfectoral du 21/09/2012, article 2.3.5	Demande de justificatif à l'exploitant	1 jour
5	Détection et surveillance	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 3	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
6	Rondes de surveillance	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 4	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
7	Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10.1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
8	Prévention des envols	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 22	Demande d'action corrective	1 jour
9	Traçabilité des déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
10	Traçabilité des déchets	Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-45	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
11	Rapport d'accident ou d'incident	Code de l'environnement du 11/08/2025, article R512-69	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de l'inspection, il a été constaté :

- l'absence de confinement suffisant des eaux d'extinction et de ruissellement;
- la présence d'une quantité importante de déchets papiers/cartons/plastiques sur le site et, en particulier sur la zone extérieure avec des risques d'envols;
- l'incendie en cours.

Compte-tenu de ces constats, des mesures immédiates ont été demandées à l'exploitant avec notamment :

- la mise en place de dispositifs provisoires d'obturation efficaces pour retenir les eaux d'extinction et de ruissellement dans l'attente de la mise en place d'un dispositif pérenne. Les eaux d'extinction et de ruissellement doivent être pompées et évacuées vers des installations de traitement adéquates et dûment autorisées;
- l'évacuation des matières/déchets de plastiques/papiers/cartons présents sur le site (autour de la zone sinistrée, risques d'envols...) dès que possible, et au fur et à mesure de l'avancement .

A l'issue de cette visite, il est proposé un arrêté de mesures d'urgence reprenant l'ensemble des actions demandées ainsi qu'un arrêté de mise en demeure visant la mise en place d'un dispositif de confinement pérenne et efficace.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dispositif de confinement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 14
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux d'extinction incendie et de ruissellement
Prescription contrôlée : Tous les effluents aqueux sont canalisés. Le réseau de collecte est de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduares des eaux pluviales. Les effluents susceptibles d'être pollués, c'est-à-dire les eaux résiduares et les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement ou sur les

produits et/ou déchets entreposés, sont traités avant rejet dans l'environnement par un dispositif de traitement adéquat. Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement et le milieu récepteur, à l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise. Le plan des réseaux de collecte des effluents fait apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques. Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué avoir actionné les dispositifs d'obturation au niveau des trois points de rejets des eaux pluviales dès le 24/04/2026.</p> <p>Lors de la visite d'inspection, il a été constaté qu'au niveau des points de rejets n°2 et n°3 des écoulements non maîtrisés des eaux d'extinction et des eaux de ruissellement avaient lieu au fossé extérieur (rue de l'industrie). Des dispositifs supplémentaires avaient été mis en place au point n°2 (écoulement résiduel observé lors de la visite).</p> <p>Les eaux confinées n'ont pas été dirigées vers les bâches de confinement dédiées à cet effet.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il a été demandé à l'exploitant de mettre en place des obturations provisoires afin de stopper tout écoulement vers le milieu naturel. Ces écoulements ont été stoppés dans l'après-midi. Des photographies ont été transmises par l'exploitant à cet effet.</p> <p>De même, il a été demandé de procéder au pompage et à l'évacuation des eaux d'extinction et de ruissellement vers les filières adéquates et dûment autorisées.</p> <p>Ces dispositifs et le pompage par un prestataire extérieur sont à maintenir jusqu'à mis en place d'un dispositif de confinement pérenne et efficace.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Mesures d'urgence, Mesures conservatoires
Proposition de délais : 1 jour

N° 2 : Dispositif de confinement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 11.II
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux d'extinction incendie et de ruissellement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II. - La capacité de rétention est étanche aux liquides qu'elle contient et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en conditions normales. L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) doit pouvoir être contrôlée à tout moment. Les réservoirs ou récipients contenant des liquides incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p> <p>III. - Le sol des aires et des locaux d'entreposage ou de manipulation des déchets ou matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.</p> <p>IV. - Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre ou d'un accident de transport, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées</p>

ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées. En cas de dispositif de confinement externe à l'installation, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements. En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être pollués y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.

Constats :

Voir point de contrôle précédent.

La plateforme des parcs à bennes recueillant les eaux d'extinction et de ruissellement de la zone extérieure d'entreposage des balles n'est pas étanche au niveau de l'obturation du point de rejet des eaux pluviales.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé de remédier à ce point et de s'assurer du bon fonctionnement du dispositif mis en œuvre conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 06/06/2018. Un test de bon fonctionnement sera à réaliser et les résultats de ce test devront être transmis à l'inspection.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Mesures conservatoires, Mesures d'urgence

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Dispositif de confinement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/03/2026, article 07

Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux d'extinction incendie et de ruissellement

Prescription contrôlée :

"Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir des eaux polluées en cas d'incendie, d'accident ou de déversement accidentel sont raccordés à un dispositif de confinement et de rétention étanche, dimensionné pour recueillir l'intégralité des eaux d'extinction générées par un sinistre majeur sur les zones à risque.

L'installation se compose de :

Deux ballons obturateurs (points 1 et 2) permettant la fermeture des réseaux de collecte,

Une trappe de confinement (point 3) isolant le réseau d'eaux pluviales,

Une pompe de relevage assurant le transfert des effluents vers les dispositifs de stockage,

Un groupe électrogène autonome (24 L d'essence sans plomb et 1,9 L d'huile synthétique 5W30) garantissant le fonctionnement du dispositif en cas de coupure électrique,

Deux bâches souples étanches offrant une capacité totale utile de 1 250 m³,

Un parking perméable pouvant être mobilisé en complément en cas de besoin pour un volume

<p>inférieur à 500 m³.</p> <p>Les bâches de confinement sont implantées sur la parcelle ZW 350.</p> <p>En cas d'incendie, les obturateurs et la trappe de confinement sont actionnés afin de rediriger l'ensemble des eaux d'extinction vers les bâches souples. Les eaux collectées sont analysées avant tout rejet et, le cas échéant, évacuées vers une filière de traitement agréée.</p> <p>L'exploitant tient à jour une procédure interne de gestion des eaux d'extinction précisant les modalités d'activation du dispositif, les contrôles périodiques et la maintenance des équipements.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection, il a été constaté la présence des deux bâches souples. Celles-ci semblaient vides.</p> <p>L'exploitant a indiqué avoir actionné les obturateurs et la trappe de confinement. Néanmoins, ces dispositifs ne sont pas étanches et, par conséquent n'ont pas permis de retenir les écoulements vers l'extérieur (voir points de contrôle précédents).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de remédier rapidement à cette non-conformité de façon pérenne. Un prélèvement des eaux rejetées a été réalisé à des fins d'analyse.</p> <p>Les eaux d'extinction et de ruissellement ne peuvent pas être rejetées vers le milieu naturel. Elles doivent être pompées et envoyées vers des filières de traitement adéquates et dûment autorisées. Une vérification préalable de l'acceptabilité des eaux vis-à-vis du milieu devra être réalisée avant toute demande de rejet au milieu naturel.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mesures conservatoires, Mesures d'urgence, Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 4 : État des stocks

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/09/2012, article 2.3.5</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, État des stocks</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>l'exploitant établit et tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité de déchets détenus dans l'établissement. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours ainsi qu'un plan de localisation des stockages</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection, il a été constaté la présence d'une quantité importante de déchets papiers/cartons et plastiques dans les bâtiments d'entreposage et, en particulier, dans la zone extérieure d'entreposage des "balles".</p> <p>L'exploitant a indiqué un volume estimé à 8000m³ et une quantité de 2500t serait concernée par l'incendie.</p> <p>La propagation aux bâtiments et à l'ensemble de la zone extérieure a pu être évitée par l'action d'extinction du SDIS.</p>

Lors de la visite d'inspection, il a été constaté que les déchets dangereux étaient entreposés dans le local dédié et éloigné de la zone sinistrée (peu de présence de déchets dangereux constatés lors de la visite). La porte du local était ouverte (voir remarque de la précédente visite d'inspection).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de transmettre un état des stock des quantités de déchets présents sur le site avant l'incendie.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 jour

N° 5 : Détection et surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, détection et surveillance
Prescription contrôlée : Les installations soumises à autorisation au titre de l'une ou plusieurs des rubriques 2712, 2718, 2790 ou 2791 sont soumises aux dispositions qui suivent. Les zones susceptibles de contenir des déchets combustibles ou inflammables sont équipées d'une détection automatique de départ d'incendie et d'une transmission automatique des alertes à une personne interne ou externe désignée par l'exploitant et formée en vue de déclencher les opérations nécessaires. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du périmètre concerné et permet d'assurer l'alerte précoce de tout ou partie des personnes présentes sur le site. Lorsqu'il existe un dispositif d'extinction automatique pour la zone considérée, celui-ci peut être utilisé pour la détection sur cette zone, si le dispositif d'extinction automatique est conçu pour cela. Lorsque personne n'est présent sur le site, l'alerte est retransmise automatiquement à une personne formée et désignée par l'exploitant, pouvant appartenir à une entreprise de télésurveillance. Cette personne dispose des moyens lui permettant de visualiser à distance les différentes zones pour confirmer le départ d'incendie, et d'alerter dans les meilleurs délais l'exploitant et les services d'incendie et de secours. En cas d'impossibilité technique pour visualiser à distance les différentes zones, une personne arrive au sein de l'installation dans un délai maximal de 15 minutes suivant le début de l'alerte afin d'effectuer une levée de doute, et ainsi alerter immédiatement l'exploitant et les services d'incendie et de secours en cas de départ de feu avéré.
Constats : Les dispositifs n'ont pas pu être contrôlés le jour de la visite (intervention du SDIS en cours).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant précisera si la détection automatique a correctement fonctionné et, est bien mise en place sur la zone sinistrée (deux canons à eau automatiques couplés à des caméras thermiques, protection par rideau d'eau sur la façade arrière du bâtiment A afin de protéger les structures et d'éviter la propagation des flammes). L'état des dispositifs et leur bon fonctionnement doit être vérifié suite à l'incendie.
Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 15 jours

N° 6 : Rondes de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Rondes de surveillance
Prescription contrôlée : Les installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2712, 2718, 2790 ou 2791 respectent les dispositions qui suivent. I. - L'exploitant organise des rondes dans les zones contenant des déchets combustibles ou inflammables afin de détecter au plus tôt un départ d'incendie ou un échauffement anormal selon les modalités suivantes : a) Lorsque personne n'est présent sur le site après sa fermeture, l'exploitant organise une ronde dans l'ensemble de ces zones à la fermeture du site et deux heures après le dernier arrivage de déchets sur le site ; b) Lorsque l'exploitant organise une présence permanente sur le site, il s'assure que des rondes régulières sont effectuées dans l'ensemble des zones en dehors des périodes où des tris et traitements sont effectués.
Constats : L'exploitant a indiqué qu'un opérateur a vu le début de l'incendie ce qui a permis d'appeler les services de secours.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de transmettre l'enregistrement des dernières rondes effectuées avant l'incendie.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 15 jours

N° 7 : Plan de défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10.1
Thème(s) : Risques accidentels, Plan de défense incendie
Prescription contrôlée : I.-Plan de défense contre l'incendie. L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci. Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site.
Constats : L'exploitant a mis en œuvre des mesures et a procédé aux alertes des services de secours selon son plan de défense incendie.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de mettre à jour le cas échéant son plan de défense incendie suite

aux enseignements tirés suite à cet incendie.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : Prévention des envols

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 22
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des envols
Prescription contrôlée : L'exploitant adopte les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses : <ul style="list-style-type: none"> - les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.) et convenablement nettoyées ; - les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules sont prévues en cas de besoin ; - s'il est fait l'usage de bennes ouvertes, les produits et déchets entrant et sortant du site sont couverts d'une bâche ou d'un filet ; - toutes dispositions sont prises en permanence pour empêcher l'introduction et la pullulation des insectes et des nuisibles, ainsi que pour en assurer la destruction.
Constats : Des envols ont été constatés lors de l'incendie. Par ailleurs, certains entreposages des papiers/cartons et plastiques non concernés par l'incendie sont susceptibles de s'envoler.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de mettre en place les dispositions nécessaires pour éviter les envols. Les envols ne pouvant pas être évités du fait de l'incendie devront conduire à des nettoyages en tant que de besoin.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 jour

N° 9 : Traçabilité des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Traçabilité des déchets sortants
Prescription contrôlée : Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes : a) Concernant la date de sortie de l'installation :

- la date de l'expédition du déchet ;

b) Concernant la dénomination, nature et quantité :

- la dénomination usuelle du déchet ;

- le code du déchet sortant au regard de l'

article R. 541-7 du code de l'environnement ;

- s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;

- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;

- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux

articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;

- la quantité de déchet sortant en tonne ou en m3 ;

c) Concernant l'origine du déchet :

- l'adresse de l'établissement ;

- l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ;

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;

d) Concernant la gestion et le transport du déchet :

- la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'

article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;

- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'

article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant;

e) Concernant la destination du déchet :

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié;

- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;

- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ;

- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;

- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.

Constats :

Lors de la visite d'inspection, il a été constaté la présence d'une quantité importante de déchets papiers/cartons/plastiques sur le site et, en particulier sur la zone extérieure pouvant gêner à termes l'intervention des secours et, augmenter les risques de sur-accident (propagation de

l'incendie,...).
De même, les eaux d'extinction et de ruissellement font l'objet d'une élimination en tant que déchets en l'absence de confinement efficace et pérenne des installations du site.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant transmet au service de l'inspection des installations classées, un programme d'évacuation des déchets présents sur le site et issus de l'incendie dans des filières autorisées (certificat d'acceptation préalable). Cette évacuation est à démarrer au plus vite et, au fur et à mesure de l'avancement des différentes opérations menées sur le site. L'exploitant procède à l'évacuation et à l'élimination dans des filières autorisées de tous les déchets présents sur le site et issus de l'incendie. L'exploitant tient à disposition de l'inspection la justification de cette élimination conforme.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 jour

N° 10 : Traçabilité des déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-45
Thème(s) : Autre, Traçabilité des déchets – utilisation de Trackdéchets
Prescription contrôlée :
I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ". Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.
Constats :
Les déchets (papiers/cartons/plastiques, issus de l'incendie et les eaux d'extinction et de ruissellement pompées...) susceptibles d'être dangereux évacués et éliminés vers les installations d'élimination adéquates doivent faire l'objet d'un bordereau de suivi de déchets dangereux.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un bilan des évacuations de déchets et la justification des filières retenues.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

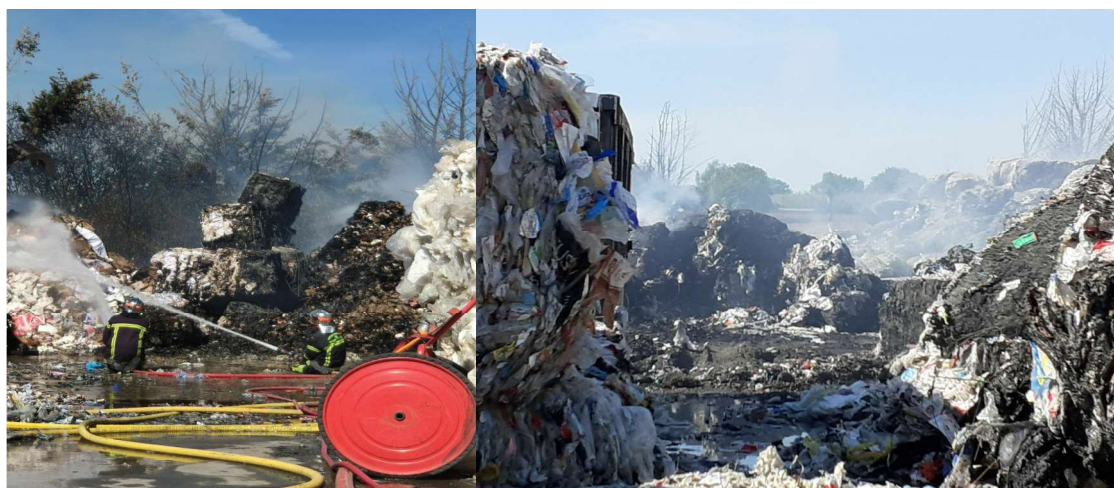
N° 11 : Rapport d'accident ou d'incident

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 11/08/2025, article R512-69

Thème(s) : Risques accidentels, Rapport d'incident ou d'accident
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.</p> <p>La déclaration mentionnée au premier alinéa et le rapport mentionné au deuxième alinéa sont adressés sous forme dématérialisée d'une téléprocédure. Les informations relatives aux installations mentionnés à l'article R. 517-1, ainsi que les informations susceptibles de porter atteinte aux intérêts mentionnés au I de l'article L. 124-4 et au II de l'article L. 124-5, demeurent transmises sous une forme non dématérialisée permettant d'en assurer la confidentialité.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'origine et les causes de l'incendie n'ont pas été déterminées à ce stade. Des investigations sont menées. De même, les conséquences de cette incendie sont en cours d'investigations (prélèvements et analyses en cours). Un rapport relatif à cet incendie devra être réalisé et transmis.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Le rapport est à transmettre à l'inspection. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. L'exploitant tient à jour les informations fournies suite aux différentes investigations en cours et les transmet au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 15 jours

ANNEXE PHOTOGRAPHIQUE DU 25/04/2026

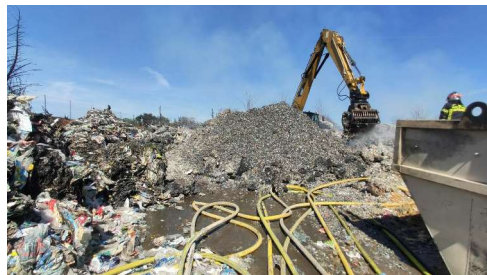
Incendie sur la zone d'entreposage extérieure de balles de papiers/cartons/plastiques



Mur de séparation touché par l'incendie (zone extérieure d'entreposage)



Autres zones d'entreposage à l'extérieur



Zone d'entreposage sous auvent non atteinte

Bardage du bâtiment à gauche déformé légèrement par la chaleur

Vue de l'extérieur de la limite de propriété de Paprec



Eaux d'extinction et de ruissellement sur le site au niveau du parc à bennes





Présence d'eau au niveau du regard sur la rue longeant le site provenant de l'entreprise



Présence d'eau (écoulement depuis le site) vers le fossé

Présence d'eau fossé extérieur après point de rejet n°2 (eaux pluviales)



Bâches prévues pour le confinement vides